

# Déclaration de l'Alliance des Ministres Africains de la Ville Pour le Financement

*Libérer le Pouvoir du Financement de la Transition et du Développement Urbains :*

*Appel à la Mobilisation & aux Partenariats  
pour l'Accélération Urgente du Financement  
des Villes et des Régions Durables, Justes et Résilientes en Afrique*

Journées de haut niveau organisées en marge du Sommet *Finance En Commun*  
& de la Conférence *Finance Your Cities* du FMDV  
**20 & 21 octobre 2022**

**District Autonome d'Abidjan, République de Côte d'Ivoire**

\*\*\*\*\*



## **Délégations ministérielles**

**Cabo Verde - Côte d'Ivoire - Congo Brazzaville – Eswatini – Ghana –  
Guinée Bissau - Guinée Conakry - Niger – Somalie – Togo - Zimbabwe**

**\*\* Contact Coordination de l'Alliance \*\***

**Carlos de Freitas** – Co-Directeur, FMDV – [cdefreitas@fmdv.net](mailto:cdefreitas@fmdv.net)  
**Emilie Maehara** – Directrice Exécutive adjointe, FMDV – [emaehara@fmdv.net](mailto:emaehara@fmdv.net)

## Préambule

Nous, Ministres africains<sup>1</sup> en charge du développement urbain durable, juste et résilient, et de son financement, réunis à Abidjan, Côte d'Ivoire, les 20 et 21 octobre 2022, à l'invitation du Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme de la République de Côte d'Ivoire, à l'occasion du Sommet *Finance En Commun* fédérant plus de 550 Banques Publiques de Développement, et lors de la Conférence de haut niveau *Finance Your Cities* organisée par le FMDV - Fonds Mondial pour le Développement des Villes,

## Reconnaissant collectivement

- Que le continent africain entame une ère de tous les défis et de tous les risques concernant son urbanisation, avec un doublement de la population urbaine d'ici 25 ans, et des enjeux de développement économiques, sociétaux, sécuritaires – notamment alimentaire- sanitaires et environnementaux, que les villes et les régions devront affronter en première ligne ;
- Que l'urgence climatique et ses effets dévastateurs sur nos économies, nos infrastructures et les acquis de notre développement humain nous engage vers un impératif de la transition ;
- Que planifié, gouverné et financé correctement, ce développement urbain durable constituera un levier transformatif majeur pour l'atteinte des Objectifs du Développement Durable, du Nouvel Agenda Urbain, du Programme d'Action d'Addis Abeba et de l'Accord de Paris sur le Climat en Afrique ;
- Qu'un développement urbain durable, juste et résilient en agissant simultanément sur l'accès du plus grand nombre aux opportunités économiques, à des services de base de qualité et à des infrastructures sobres en carbone, sera un accélérateur de développement, un vecteur de création d'emplois, et un levier puissant pour l'atténuation et l'adaptation au changement climatique ;
- Qu'au vu du rythme inédit de la croissance urbaine en cours sur le continent africain, le défi du financement du développement urbain durable, juste et résilient s'y pose avec une ampleur inégalée dans l'histoire de l'humanité et est une des premières préconditions et priorités pour la mise en œuvre des agendas globaux ;
- Qu'une des principales urgences pour le développement durable de notre continent est de lever les barrières systémiques qui entravent la mobilisation des financements pour la transition et la transformation de nos sociétés, de nos territoires et des collectivités territoriales qui en gèrent la grande partie des services publics de proximité ;

## Étant pleinement conscients :

- Que les gouvernements nationaux -et en particulier nous, les Ministres en charge notamment de la décentralisation, du développement urbain, de l'aménagement, des infrastructures et des travaux publics, compétents pour le financement du développement urbain et des collectivités territoriales -, ont un rôle majeur et unique à jouer pour développer des politiques et programmes nationaux permettant de lever ces barrières de façon transformative, pour accélérer l'action tout le long de la chaîne de valeur du financement infranational, y compris pour les villes secondaires ;

---

<sup>1</sup> Premiers signataires : Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Congo Brazzaville, Eswatini, Ghana, Guinée Bissau, Guinée Conakry, Niger, Somalie, Togo, Zimbabwe

- Du pouvoir de convocation de nos ministères compétents sur des enjeux transversaux pour engager des partenariats multi-acteurs et multi-niveaux, organiser la convergence des partenaires financiers publics et privés et développer une nouvelle *intelligence* du financement de l'urbanisation ;
- De la capacité de nos ministères à se faire pourvoyeurs de solutions pour organiser le développement et le financement de l'urbanisation de nos territoires, et à être créateur d'un nouveau marché du financement de nos Villes et nos Régions ;

## Considérant :

- La reconnaissance croissante par les agendas des Nations Unies du prérequis de renforcer le financement des collectivités territoriales et du développement urbain, inscrit dans le Programme d'Action d'Addis d'Abeba en 2015 et le Nouvel Agenda Urbain en 2016, et reflété dans l'Agenda 2030, le Pacte de Glasgow sur le Climat de 2021, et le Partenariat de Marrakech pour l'Action Climat Mondiale depuis 2019 ;
- La montée en puissance des enjeux de financement urbain dans l'agenda panafricain, reconnu comme première priorité des recommandations adressées par le dialogue africain ministériel organisé par l'Union Africaine, ONU Habitat et la Commission Économique des Nations Unies sur l'Afrique à l'invitation du gouvernement du Nigeria à l'occasion de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain tenue à New York le 28 avril 2022 ;
- L'importance du thème du financement dans les discussions et la feuille de route du Comité technique spécialisé n°8 de l'Union Africaine sur les services publics, les gouvernements locaux et le développement urbain ;
- L'engagement du gouvernement ivoirien, lors de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain, à faciliter le dialogue africain ministériel sur ce thème dans le cadre de *l'Alliance des Ministres Africains de la Ville pour le Financement*, cette Alliance ayant été initiée par le gouvernement ivoirien, en collaboration étroite avec le FMDV – Fonds Mondial pour le Développement des Villes, avec le soutien du Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, et l'engagement d'un premier groupe de ministres africains chargés de la Ville et l'UEMOA – Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine, et inscrite dans la [Déclaration finale des Rencontres d'Abidjan sur la ville durable](#) qui ont réuni plus de 400 participants représentant 25 pays en février 2020 ;

\*\*\*\*

## **Avec une conscience forte de notre responsabilité collective face à l'urgence d'accélérer et de mettre à l'échelle les financements nécessaires à une transition urbaine africaine durable, juste et résiliente,**

- Sur la base des échanges ministériels des journées de haut niveau de *l'Alliance des Ministres Africains de la Ville pour le Financement* organisées les 20 et 21 octobre 2022 à Abidjan par le Ministre ivoirien de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme et le FMDV, avec le soutien de l'UEMOA, d'ONU Habitat, du PNUD, du Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, qui a réuni les ministres compétents pour le financement des collectivités territoriales et du développement urbain de 11 pays africains, des présidents de banques publiques de développement et des experts internationaux de haut niveau ;

**Décidons, en tant que ligue de dirigeants engagés pour la transformation, de nous investir dans les travaux de l'Alliance des Ministres Africains de la Ville pour le Financement, qui constitue un espace politique, stratégique et opérationnel ouvert à tous les ministres intéressés, sur une base volontaire, et visant trois objectifs :**

- **S'entendre sur des positions partagées sur le financement du développement urbain durable, juste et résilient** pour les faire valoir aux niveaux international, régional et national ;
- **Promouvoir un échange de pratiques inspirantes et la coopération effective** sur le financement du développement urbain durable, juste et résilient entre ministres et avec nos partenaires : gouvernements locaux et régionaux, institutions de financement du développement, organisations internationales et régionales, professionnels du financement et de l'urbain, et secteur privé ;
- **Développer et organiser l'environnement favorable au financement des programmes nationaux sur le développement et la transition urbains durables** et des portefeuilles d'investissements *ad hoc*, sur la base de ces positions partagées et des meilleures pratiques.

**Nous engageons collectivement et appelons nos partenaires à s'engager à nos côtés à :**

- **Contribuer activement à l'espace de dialogue politique et stratégique offert par l'Alliance** sur le financement de l'urbanisation durable, juste et résiliente, aux côtés des partenaires engagés sur ces thématiques. Cet espace de dialogue visera à produire des positions partagées et à contribuer à la mise en œuvre effective des agendas mondiaux, notamment l'Agenda 2030, le Programme d'Action d'Addis Abeba, le Nouvel Agenda Urbain et l'Agenda de l'Action Climat, en positionnant nos ministères comme des pourvoyeurs de solutions politiques, techniques et opérationnelles, et comme les porteurs d'une nouvelle *intelligence* de partenariats axés sur les résultats autour de ces sujets.
- **Utiliser l'Alliance comme un espace d'échanges d'expériences, de pratiques et de coopération** sur le financement de l'urbanisation durable, tourné vers l'action, entre ministères et avec nos partenaires (sur les politiques incitatives et favorables, les cadres de coordination, les modèles d'affaires et le design et la mise en place d'instruments financiers), afin de dessiner des feuilles de route pour l'action et de s'inspirer de modèles éprouvés et répliquables, et ainsi développer des partenariats innovants, notamment avec les gouvernements locaux et régionaux, les institutions de financement du développement, les organisations internationales et régionales, les professionnels de l'urbain, et le secteur privé. Cet espace sera ouvert notamment en marge des conférences internationales majeures sur les agendas mondiaux organisées par les Nations Unies et l'Union Africaine ou encore à l'occasion du Sommet *Finance En Commun*.
- **Considérer le développement de programmes nationaux ambitieux sur le financement et l'investissement dans l'urbanisation durable, juste et résiliente visant un changement systémique en agissant tout le long de la chaîne du financement et en mobilisant l'ensemble des acteurs de l'écosystème du financement infranational afin de déployer la puissance d'ingénierie financière dont nous avons besoin pour assurer la transition et la transformation de nos sociétés en regard de nos engagements internationaux.**  
Ces programmes nationaux doivent être conçus comme des « Plateformes de Solutions de Financement » pour les villes et les régions africaines et doivent organiser au niveau national

une convergence opérationnelle, effective et coordonnée des acteurs, des stratégies, des instruments, des ingénieries et des flux de financement, à travers la création de dispositifs dédiés, pour des résultats à haut niveau d'impact.

Ces programmes visent les objectifs suivants :

- **Élaborer des cadres stratégiques validés à travers une consultation et des espaces de dialogues multi-acteurs pilotés par nos Ministères**, en coopération étroite avec les autres ministères compétents, les faïtières des gouvernements locaux et régionaux, et les partenaires au développement engagés sur les questions urbaines et de gouvernance locale ;
- **Apporter un appui incrémental au renforcement des capacités et à la montée en compétence des acteurs publics nationaux, régionaux et locaux**, sur les enjeux, méthodologies et outils du financement de la transition durable, juste et résiliente des villes et des territoires ;
- **Soutenir le passage à l'action**, à travers l'accompagnement des autorités publiques locales, régionales et nationales à la formulation, la priorisation et la préparation de projets, notamment en créant des cellules d'expertise en ingénierie financière dédiées ; et
- **Mettre en relation (*matchmaking*) les programmes et projets urbains durables avec les opportunités de financement existantes, incluant les garanties et les systèmes de rehaussement de crédit.**

## **Demandons :**

### **1/ A l'ensemble des gouvernements africains, en particulier aux Ministères des Finances, aux organisations régionales, sous-régionales et internationales de s'engager pour une accélération et une mise à l'échelle du financement de la transition et du développement urbains durables, justes et résilients en Afrique,**

- **En considérant cet enjeu comme une priorité nationale, régionale et globale** à soutenir de façon urgente pour la réalisation des Objectifs du Développement Durable, et des objectifs du Nouvel Agenda Urbain, du Programme d'Action d'Addis Abeba et de l'Accord de Paris
- **En instituant une feuille de route internationale sur la localisation des financements** pour la mise en œuvre des accords internationaux et le financement du développement urbain durable, juste et résilient à l'horizon 2030, **ainsi qu'un cadre d'action international dédié au suivi régulier de sa mise en œuvre**. Cette instance associera les organes des Nations Unies compétents, les États, les organisations régionales, les banques publiques de développement, les réseaux et associations de collectivités locales. Cette feuille de route sera déclinée et suivie par les instances régionales et nationales existantes et intégrée à des démarches telles que les Cadres de Financement Nationaux Intégrés - INFF.

**Nous demandons qu'un premier chapitre exemplaire de cette instance internationale et de cette feuille de route sur la localisation du financement du développement urbain durable, juste et résilient soit mis en place, avec notre concours, dans les plus brefs délais sur le continent africain.**

- **En instituant les cadres institutionnels et en mobilisant les financements publics nécessaires** pour la mise en œuvre des programmes nationaux sur le financement et l'investissement pour des villes et des régions durables, et le développement de partenariats multi-acteurs renouvelés ainsi que de véhicules adaptés de financement public-privé de dette et d'*equity*.

## 2/ Aux banques publiques de développement, en particulier celles réunies au sein de la *Coalition pour des Villes et des Régions Résilientes* et de l'*Alliance Africaine des Banques des Territoires*, lancées ce jour sous la bannière de l'*Initiative Finance En Commun*, de :

- **Donner une priorité accrue au financement du développement urbain durable** dans leurs interventions ;
- **Développer des instruments techniques et financiers pour mettre en œuvre les programmes nationaux** sur le financement et l'investissement pour l'urbanisation durable, juste et résiliente, ainsi que de mettre à l'échelle les investissements infranationaux à travers des fenêtres d'investissement simplifiées (contractualisation, financement, atténuation des risques, préparation de projets, assistance technique, développement de modèles d'affaire bancables) ;
- **Développer des instruments techniques et financiers et des incitations** permettant le développement de véhicules de financement public-privé de dette et d'*equity* ;
- **Développer des instruments techniques et financiers permettant de financer l'adaptation** des villes et des régions africaines au changement climatique.

### Saluons

La signature de protocoles d'entente exemplaires par les ministres de Côte d'Ivoire et du Togo, pour le déploiement de programmes pays sur le financement du développement urbain durable, juste et résilient dans le cadre de la plateforme collaborative *Finance Your Cities* lancée par le FMDV, en association avec des partenaires institutionnels, techniques et financiers.

### Remercions

Le Ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme de la République de Côte d'Ivoire, Monsieur Bruno Nabagné Kone ainsi que le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, le FMDV, et leurs partenaires, pour l'organisation de ces Journées de *l'Alliance des Ministres Africains de la Ville pour le Financement*.

**A Abidjan, le 21 octobre 2022**